



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5397

Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

Date de dépôt : 15-11-2004

Date de l'avis du Conseil d'État : 04-01-2005

Liste des documents

| Date | Description | Nom du document | Page |
|-------------|---|------------------------|-------------|
| 24-03-2005 | Résumé du dossier | Résumé | <u>3</u> |
| 15-11-2004 | Déposé | 5397/00 | <u>5</u> |
| 04-01-2005 | Avis du Conseil d'Etat (4.1.2005) | 5397/01 | <u>21</u> |
| 14-02-2005 | Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) : Monsieur Marc Angel | 5397/02 | <u>24</u> |
| 22-03-2005 | Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (22-03-2005) Evacué par dispense du second vote (22-03-2005) | 5397/03 | <u>29</u> |
| 31-12-2005 | Publié au Mémorial A n°57 en page 890 | 5166,5298,5306,5397 | <u>32</u> |

Résumé

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW) a introduit des interdictions et des limites dans le domaine des armes conventionnelles jugées «inhumaines ». Elle se compose d'un traité-cadre et de cinq protocoles portant sur diverses catégories d'armes qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Le présent projet de loi approuve l'amendement de l'article 1 de ladite Convention et porte en outre approbation du cinquième protocole qui est relatif à la gestion des restes explosifs de guerre (ERW – Explosive Remnants of War).

L'amendement de l'article 1 de la Convention a pour objet d'élargir le champ d'application de la Convention et de ses protocoles aux conflits armés qui ne revêtent pas un caractère international. A l'heure actuelle, la Convention se limite en effet aux conflits entre Etats.

L'objectif du cinquième protocole est de protéger la population civile contre les risques que représentent ces restes explosifs de guerre en obligeant les parties à un conflit à prendre des mesures pour réduire ces dangers après la cessation des hostilités, telles que l'assistance technique, financière, matérielle ou en personnel pour enlever et détruire les ERW, la conservation et la transmission des données relatives aux ERW ou encore des mesures de sensibilisation et d'avertissement de la population civile.

5397/00

N° 5397**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

* * *

*(Dépôt: le 15.11.2004)***SOMMAIRE:**

| | <i>page</i> |
|---|-------------|
| 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (9.11.2004) | 2 |
| 2) Texte du projet de loi | 2 |
| 3) Exposé des motifs..... | 3 |
| 4) Modification de l'article premier de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination | 5 |
| 5) Protocole relatif aux restes explosifs de guerre | 6 |

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003.

Palais de Luxembourg, le 9 novembre 2004

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et de l'Immigration,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– Sont approuvés

- l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001.
- le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003.

*

EXPOSE DES MOTIFS

1) INTRODUCTION

Après la Deuxième Guerre mondiale l'intérêt de la communauté internationale s'est focalisé sur les armes de destruction massive (ADM). Même si avec l'arrêt de la course aux armements entre les super-puissances, l'attention s'est progressivement portée sur les armes conventionnelles, on assiste aujourd'hui à une nouvelle focalisation de la communauté internationale sur les ADM. Ce regain d'attention résulte à la fois des récentes crises de prolifération, mettant en cause certains „Etats-voyous“, et de la menace de voir des terroristes acquérir des ADM.

Néanmoins, ce sont les armes conventionnelles qui ont l'impact le plus cruel sur les populations civiles. Le nombre de mines et d'armes légères et de petit calibre éparpillées dans le monde est exorbitant. Cependant, et contrairement aux ADM, les armes conventionnelles ne connaissent qu'une faible armature de traités internationaux. La variété des armes conventionnelles, allant du simple pistolet à l'artillerie lourde, l'extrême répartition de ces armes au niveau mondial et l'influence de la très puissante industrie de l'armement, ont rendu caduque la grande majorité des initiatives visant à instaurer un traité international sur les ventes d'armes.

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW) introduit des interdictions et des limites dans le domaine des armes conventionnelles jugées „inhumaines“. Signée le 10 avril 1981 par 77 Etats, la CCW est entrée en vigueur en décembre 1983. Le Luxembourg était parmi les 77 signataires initiaux et a ratifié la convention le 21 mai 1996. Actuellement 94 Etats sont membres de la CCW.

La CCW se compose d'un traité-cadre et de (actuellement) cinq protocoles portant sur diverses catégories d'armes qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination:

- Le premier protocole interdit l'utilisation d'armes capables de blesser le corps humain avec des micro-fragments non perceptibles-saisissables aux rayons X.
- Le deuxième protocole limite le recours aux mines, aux objets piégés et aux systèmes similaires.
- Le troisième protocole limite l'utilisation des armes incendiaires.
- Le quatrième protocole interdit l'emploi et le transfert des armes à laser aveuglantes.
- Le cinquième protocole porte sur la gestion des restes explosifs de guerre.

*

2) AMENDEMENT A LA CONVENTION

A la deuxième conférence d'examen, tenue du 11 au 21 décembre 2001, les Etats Parties à la Convention ont décidé, en accord avec la procédure prévue par l'article VIII § 1, d'amender l'article premier de la Convention. Cet amendement a pour effet d'élargir le champ d'application de la Convention et de ses protocoles aux conflits armés non internationaux.

Face à la recrudescence globale des conflits intraétatiques, un amendement à la Convention, qui se limite actuellement aux conflits entre Etats, était devenu une nécessité absolue, notamment du point de vue humanitaire. En effet, la majorité des conflits armés revêt aujourd'hui un caractère non international. L'adoption de l'amendement par les Etats Parties représente ainsi un nouveau progrès important dans le développement des règles applicables aux conflits armés non internationaux. Elle montre la disposition croissante des Etats à appliquer aux conflits internes les règles reconnues en matière de conflits armés internationaux.

A ce jour, 29 Etats Parties (dont 13 Etats membres de l'UE) ont ratifié l'amendement à l'article premier de la CCW, ce qui permet son entrée en vigueur.

*

3) ADOPTION DU PROTOCOLE RELATIF AUX RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE

Par restes explosifs de guerre (ERW – Explosive Remnants of War) on comprend les munitions explosives (à l'exception des mines) non explosées et les munitions explosives abandonnées. La nécessité d'adopter un protocole sur les restes explosifs de guerre a été largement motivée par les graves problèmes humanitaires que pose la présence d'ERW dans des situations postérieures aux conflits. Le protocole V, relatif aux restes explosifs de guerre, a été adopté à Genève le 28 novembre 2003. Le Luxembourg a assisté à cette conférence et a signé le protocole. Chaque Etat Partie à la Convention est invité à accéder à, et ratifier, chaque protocole.

Le présent protocole ne cherche nullement à bannir la présence de restes explosifs de guerre dans une zone de guerre, cet objectif étant totalement irréaliste tant que la panoplie d'armes explosives continuera à figurer dans les arsenaux militaires. L'objectif du protocole V est de protéger la population civile contre les risques et effets inhérents aux restes explosifs de guerre. Il oblige les parties à un conflit à prendre des mesures pour réduire ces dangers.

Les principales dispositions du protocole sur les restes explosifs de guerre sont:

- Le protocole s'applique aux conflits inter- et intraétatiques, mais ne concerne que les ERW se trouvant sur le sol d'un des Etats Parties au protocole.
- Après la cessation des hostilités chaque partie au conflit doit fournir une assistance technique, financière, matérielle ou en personnel afin de marquer, enlever et détruire les ERW se trouvant sur le territoire qu'elle contrôle.
- Les parties à un conflit armé conservent toutes les données relatives aux munitions explosives employées ou abandonnées et, après la cessation des hostilités, transmettent ces renseignements à la partie qui contrôle le territoire en question.
- Les parties à un conflit armé prennent toutes les précautions possibles pour protéger la population civile contre les effets des ERW. Ces précautions incluent des mesures de sensibilisation et d'avertissement de la population civile aux risques inhérents aux ERW.
- Chaque Etat Partie qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour le marquage, l'enlèvement et la destruction des ERW, ainsi que pour la sensibilisation des populations civiles aux risques des ERW et les soins à donner aux victimes des ERW, notamment par le biais des organisations internationales et organisations non gouvernementales. Les Etats Parties sont également invités à verser des contributions aux fonds d'affectation spéciale de l'ONU.
- Chaque Etat Partie doit veiller à ce que ses forces armées et ses services compétents (participant à la manipulation, au transport et à l'emploi de munitions explosives) reçoivent une formation appropriée concernant les munitions qu'ils seront appelés à gérer.
- Les Etats Parties sont appelés à prendre des mesures préventives générales visant à réduire l'apparition d'ERW.

Ce dernier point mérite une attention particulière. L'article IX laisse en effet la porte ouverte à l'évolution future des débats politiques et de la technologie en matière de munitions. Après l'adoption du protocole V, les Etats Parties ont désormais le mandat d'étudier diverses mesures préventives visant à améliorer la fiabilité des munitions explosives. Des études techniques à ce sujet sont en cours. Une fiabilité accrue des munitions explosives réduirait les risques de les voir devenir des restes explosifs de guerre.

*

CONCLUSION

Le Luxembourg a adhéré à presque toutes les conventions internationales en matière de désarmement et de non-prolifération. Notre pays a également adopté tous les protocoles de la CCW et a toujours joué un rôle actif au sein de la Convention. En outre, le Luxembourg soutient divers projets de déminage, dont un projet d'enlèvement et de destruction de restes explosifs de guerre au Laos. Ce soutien s'exprime surtout par des contributions financières; au Laos, le Luxembourg cofinance l'ONG UXO LAO qui est active dans l'enlèvement des ERW et dans la sensibilisation de la population civile aux dangers que représentent ces munitions. Dans le cadre de la politique de déminage en général, le

Luxembourg a également participé à la fourniture de personnels compétents en envoyant un démineur de l'armée luxembourgeoise au Cambodge (septembre 2003 – mars 2004).

L'approbation parlementaire de l'amendement à l'article premier de la Convention et du protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V) s'inscrit donc dans la lignée politique traditionnelle du Luxembourg dans les domaines du désarmement et de l'action humanitaire.

*

**MODIFICATION DE L'ARTICLE PREMIER DE LA CONVENTION
sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines
armes classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs ou comme
frappant sans discrimination**

A leur deuxième Conférence d'examen, tenue du 11 au 21 décembre 2001, les Etats parties à la Convention ont décidé de modifier comme suit l'article premier de la Convention, afin d'en étendre le champ d'application aux conflits armés ne revêtant pas un caractère international.

Cette décision figure dans la Déclaration finale de la deuxième Conférence d'examen, telle que reproduite dans le document CCW/CONF.II/2.

„*Décident* de modifier l'article premier de la Convention, qui doit désormais se lire comme suit:

1. La présente Convention et les Protocoles y annexés s'appliquent dans les situations prévues par l'article 2 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes de guerre, y compris toute situation décrite au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole additionnel I aux Conventions.
2. La présente Convention et les Protocoles y annexés s'appliquent, outre les situations visées au paragraphe 1 du présent article, aux situations visées à l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949. La présente Convention et les Protocoles y annexés ne s'appliquent pas aux situations de tensions et de troubles intérieurs, telles qu'émeutes, actes de violence isolés et sporadiques et autres actes de caractère similaire, qui ne sont pas des conflits armés.
3. Dans le cas de conflits armés qui ne revêtent pas un caractère international et se produisent sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chaque partie au conflit est tenue d'appliquer les interdictions et restrictions prévues par la présente Convention et les Protocoles y annexés.
4. Aucune disposition de la présente Convention ou des Protocoles y annexés n'est invoquée pour porter atteinte à la souveraineté d'un Etat ou à la responsabilité qu'a le gouvernement, par tous les moyens légitimes, de maintenir ou de rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Etat.
5. Aucune disposition de la présente Convention ou des Protocoles y annexés n'est invoquée pour justifier une intervention, directe ou indirecte, pour quelque raison que ce soit, dans le conflit armé ou dans les affaires intérieures ou extérieures de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ce conflit se produit.
6. L'application des dispositions de la présente Convention et des Protocoles y annexés à des parties à un conflit qui ne sont pas de Hautes Parties contractantes ayant accepté la présente Convention et les Protocoles y annexés ne modifie ni explicitement ni implicitement leur statut juridique ni celui d'un territoire contesté.
7. Les dispositions des paragraphes 2 à 6 du présent article ne préjugent pas du champ d'application de tous autres protocoles adoptés après le 1er janvier 2002, pour lesquels il pourra être décidé de reprendre les dispositions desdits paragraphes, de les exclure ou de les modifier.“

*

PROTOCOLE RELATIF AUX RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE

Les Hautes Parties contractantes,

Reconnaissant les graves problèmes humanitaires posés après les conflits par les restes explosifs de guerre,

Conscientes de la nécessité de conclure un protocole portant sur des mesures correctives générales à prendre après des conflits afin de réduire autant que faire se peut les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de tels restes,

Disposées à prendre des mesures préventives générales, en appliquant à leur gré des pratiques optimales spécifiées dans une annexe technique, en vue d'améliorer la fiabilité des munitions et, par là-même, de réduire l'apparition de restes explosifs de guerre,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Dispositions générales et champ d'application

1. Conformément à la Charte des Nations Unies et aux règles du droit international relatif aux conflits armés qui s'appliquent à elles, les Hautes Parties contractantes conviennent de se conformer aux obligations énoncées dans le présent Protocole, tant individuellement qu'en coopération avec d'autres Hautes Parties contractantes, en vue de réduire autant que faire se peut les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de tels restes dans les situations postérieures aux conflits.
2. Le présent Protocole s'applique aux restes explosifs de guerre qui se trouvent sur le sol des Hautes Parties contractantes, y compris dans leurs eaux intérieures.
3. Le présent Protocole s'applique aux situations résultant des conflits qui sont visés dans les paragraphes 1 à 6 de l'article premier de la Convention, tel qu'il a été modifié le 21 décembre 2001.
4. Les articles 3, 4, 5 et 8 du présent Protocole s'appliquent aux restes explosifs de guerre autres que les restes existants, tels que définis au paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Protocole, on entend:

1. Par *munition explosive*, une munition classique contenant un explosif, à l'exception des mines, pièges et autres dispositifs définis dans le Protocole II annexé à la Convention, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996.
2. Par *munition non explosée*, une munition explosive qui a été amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée de quelque autre manière pour être employée dans un conflit armé, et qui a été employée dans un conflit armé; elle a pu être tirée, larguée, lancée ou projetée et aurait dû exploser mais ne l'a pas fait.
3. Par *munition explosive abandonnée*, une munition explosive qui n'a pas été employée dans un conflit armé, qui a été laissée ou mise en décharge par une partie à un conflit armé et qui ne se trouve plus sous le contrôle de la partie qui l'a laissée ou mise en décharge. Une munition explosive abandonnée a pu être amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée de quelque autre manière pour être employée.
4. Par *restes explosifs de guerre*, les munitions non explosées et les munitions explosives abandonnées.

5. Par *restes explosifs de guerre existants*, les munitions non explosées et les munitions explosives abandonnées qui préexistent à l'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

Article 3

Enlèvement, retrait ou destruction des restes explosifs de guerre

1. Chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, assume les responsabilités énoncées dans le présent article en ce qui concerne tous les restes explosifs de guerre se trouvant sur un territoire qu'elle contrôle. Lorsqu'une partie ne contrôle plus le territoire sur lequel elle a employé des munitions explosives devenues des restes explosifs de guerre, elle fournit, après la cessation des hostilités et si faire se peut, par la voie bilatérale ou par le truchement de tiers dont conviennent les parties et que peuvent être, entre autres, des organismes des Nations Unies ou d'autres organisations compétentes, une assistance technique, financière, matérielle ou en personnel, notamment, afin de faciliter le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction de ces restes explosifs.
2. Après la cessation des hostilités actives et dès que possible, chaque Haute Partie contractante, de même que chaque partie à un conflit armé, marque et enlève, retire ou détruit les restes explosifs de guerre dans les territoires touchés qu'elle contrôle. Les opérations d'enlèvement, de retrait ou de destruction sont menées à titre prioritaire dans les zones touchées par des restes explosifs de guerre dont on estime, conformément au paragraphe 3 du présent article, qu'ils présentent des risques humanitaires graves.
3. Après la cessation des hostilités actives et dès que possible, chaque Haute Partie contractante et, de même que chaque partie à un conflit armé, prend les mesures suivantes afin de réduire les risques inhérents aux restes explosifs de guerre dans les zones touchées qu'elle contrôle:
 - a) Elle étudie et évalue les dangers présentés par les restes explosifs de guerre;
 - b) elle évalue et hiérarchise les besoins en matière de marquage et d'enlèvement, de retrait ou de destruction de ces restes ainsi que les possibilités concrètes de réaliser ces opérations;
 - c) elle marque et enlève, retire ou détruit ces restes;
 - d) elle prend des dispositions pour mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution de ces opérations.
4. Lorsqu'elles mènent les activités visées ci-dessus, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé tiennent compte des normes internationales, notamment les normes internationales de l'action antimines (*International Mine Action Standards*).
5. Les Hautes Parties contractantes coopèrent, s'il y a lieu, tant entre elles qu'avec d'autres Etats, des organisations régionales et internationales compétentes et des organisations non gouvernementales, en vue de l'octroi d'une assistance technique, financière, matérielle et en personnel, notamment, y compris, si les circonstances s'y prêtent, l'organisation des opérations conjointes nécessaires pour appliquer les dispositions du présent article.

Article 4

Enregistrement, conservation et communication des renseignements

1. Dans toute la mesure possible et autant que faire se peut, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé enregistrent et conservent des renseignements concernant les munitions explosives, employées et les munitions explosives abandonnées, afin de faciliter le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction rapides des restes explosifs de guerre, la sensibilisation aux risques et la communication des renseignements utiles à la partie qui contrôle le territoire et aux populations civiles de ce territoire.
2. Sans retard après la cessation des hostilités actives et autant que faire se peut, sous réserve de leurs intérêts légitimes en matière de sécurité, les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé

qui ont employé ou abandonné des munitions explosives dont il est possible qu'elles soient devenues des restes explosifs de guerre fournissent ces renseignements à la partie ou aux parties qui contrôlent la zone touchée, par la voie bilatérale ou par le truchement de tiers dont conviennent les parties et que peuvent être, entre autres, des organismes des Nations Unies, ou, sur demande, à d'autres organisations compétentes dont la partie fournissant les renseignements a acquis la certitude qu'elles mènent ou vont mener une action de sensibilisation aux risques inhérents aux restes explosifs de guerre et des opérations de marquage et d'enlèvement, de retrait ou de destruction de tels restes dans la zone touchée.

3. Lorsqu'elles enregistrent, conservent et communiquent de tels renseignements, les Hautes Parties contractantes tiennent compte de la première partie de l'Annexe technique.

Article 5

Autres précautions relatives à la protection de la population civile, des civils isolés et des biens de caractère civil contre les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de tels restes

1. Les Hautes Parties contractantes et les parties à un conflit armé prennent toutes les précautions possibles sur le territoire touché qu'elles contrôlent pour protéger la population civile, les civils isolés et les biens de caractère civil contre les risques inhérents aux restes explosifs de guerre et les effets de ces restes. Par précautions possibles, on entend les précautions qui sont praticables ou qu'il est pratiquement possible de prendre eu égard à toutes les conditions du moment, notamment aux considérations d'ordre humanitaire et d'ordre militaire. Ces précautions peuvent consister en des avertissements, des actions de sensibilisation des populations civiles aux risques inhérents aux restes explosifs de guerre, le marquage, l'installation de clôtures et la surveillance du territoire où se trouvent de tels restes, conformément à la deuxième partie de l'Annexe technique.

Article 6

Dispositions relatives à la protection des organisations et missions humanitaires contre les effets des restes explosifs de guerre

1. Toute Haute Partie contractante, de même que toute partie à un conflit armé:
 - a) Autant que faire se peut, protège contre les effets des restes explosifs de guerre les organisations et missions humanitaires qui opèrent ou vont opérer, avec son consentement, dans la zone qu'elle contrôle;
 - b) si elle en est priée par une telle organisation ou mission humanitaire, fournit autant que faire se peut des renseignements sur l'emplacement de tous les restes explosifs de guerre dont elle a connaissance sur le territoire où cette organisation ou mission opère ou va opérer.
2. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice du droit international humanitaire en vigueur ou d'autres instruments internationaux applicables ou encore de décisions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies visant à assurer une plus haute protection au personnel.

Article 7

Assistance en ce qui concerne les restes explosifs de guerre existants

1. Chaque Haute Partie contractante a le droit, s'il y a lieu, de solliciter auprès d'autres Hautes Parties contractantes, d'Etats qui ne sont pas parties au présent Protocole, ainsi que d'institutions et organisations internationales compétentes, et de recevoir de ces parties, Etats ou institutions et organisations une assistance pour le règlement des problèmes posés par les restes explosifs de guerre existants.
2. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour régler les problèmes posés par les restes explosifs de guerre existants, selon les besoins et les possibilités. A cet égard, les Hautes Parties contractantes prennent également en considération les objectifs humanitaires du présent Protocole, de même que les normes internationales, notamment les normes internationales de l'action antimines (*International Mine Action Standards*).

*Article 8****Coopération et assistance***

1. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour le marquage et l'enlèvement, le retrait ou la destruction des restes explosifs de guerre, ainsi que pour la sensibilisation des populations civiles aux risques inhérents à ces restes et les activités connexes, notamment par le truchement d'organismes des Nations Unies, d'autres institutions ou organisations internationales, régionales ou nationales compétentes, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur fédération internationale ou d'organisations non gouvernementales, ou encore par la voie bilatérale.
2. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire fournit une assistance pour les soins à donner aux victimes des restes explosifs de guerre et leur réadaptation, ainsi que pour leur réinsertion sociale et économique. Une telle assistance peut être fournie, entre autres, par le truchement d'organismes des Nations Unies, d'institutions ou organisations internationales, régionales ou nationales compétentes, du Comité international de la Croix-Rouge, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur fédération internationale, ou d'organisations non gouvernementales, ou encore par la voie bilatérale.
3. Chaque Haute Partie contractante qui est en mesure de le faire verse des contributions aux fonds d'affectation spéciale créés au sein du système des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres fonds d'affectation spéciale pertinents, afin de faciliter la fourniture d'une assistance conformément au présent Protocole.
4. Chaque Haute Partie contractante a le droit de participer à un échange aussi large que possible des équipements, matières et renseignements scientifiques et techniques, sauf en ce qu'ils concernent les armes, qui sont nécessaires à l'application du présent Protocole. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter de tels échanges conformément à leur législation nationale et n'imposent pas de restrictions indues à la fourniture, à des fins humanitaires, d'équipements d'enlèvement et des renseignements techniques correspondants.
5. Chaque Haute Partie contractante s'engage à fournir aux bases de données sur l'action antimines établies dans le cadre des organismes des Nations Unies des informations concernant en particulier les différents moyens et techniques d'enlèvement des restes explosifs de guerre ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de centres nationaux qui puissent être contactés, et, à son gré, des renseignements techniques sur les munitions explosives des types visés.
6. Les Hautes Parties contractantes peuvent adresser des demandes d'assistance, appuyées par des renseignements pertinents, à l'Organisation des Nations Unies, à d'autres organismes appropriés ou à d'autres Etats. Ces demandes peuvent être présentées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui les transmet à toutes les Hautes Parties contractantes et aux organisations internationales et non gouvernementales compétentes.
7. Dans le cas des demandes qui sont adressées à l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation peut, dans les limites des ressources dont il dispose, faire le nécessaire pour évaluer la situation et, en coopération avec la Haute Partie contractante requérante et d'autres Hautes Parties contractantes dont les responsabilités sont énoncées à l'article 3 ci-dessus, recommander l'assistance qu'il convient de fournir. Le Secrétaire général peut aussi faire rapport aux Hautes Parties contractantes sur toute évaluation ainsi effectuée de même que sur le type et l'ampleur de l'assistance requise, y compris d'éventuelles contributions des fonds d'affectation spéciale créés au sein du système des Nations Unies.

*Article 9****Mesures préventives générales***

1. Chaque Haute Partie contractante est encouragée à prendre, eu égard à ses circonstances et capacités, des mesures préventives générales visant à réduire autant que faire se peut l'apparition de restes

explosifs de guerre et notamment, mais non exclusivement, celles qui sont mentionnées dans la troisième partie de l'annexe technique.

2. Chaque Haute Partie contractante peut participer, à son gré, à l'échange de renseignements concernant les efforts faits pour promouvoir et établir les pratiques optimales touchant les mesures visées au paragraphe 1 du présent article.

Article 10

Consultations des Hautes Parties contractantes

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles pour ce qui est de toutes questions concernant le fonctionnement du présent Protocole. A cette fin, une conférence des Hautes Parties contractantes est tenue si une majorité d'au moins dix-huit Hautes Parties contractantes en sont convenues.

2. Entre autres, les conférences des Hautes Parties contractantes:

- a) examinent l'état et le fonctionnement du présent Protocole;
- b) examinent des questions concernant l'application nationale du présent Protocole y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels;
- c) préparent les conférences d'examen.

3. Les coûts de chaque conférence sont couverts par les Hautes Parties contractantes et les Etats qui participent aux travaux de la conférence sans être parties au Protocole selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, dûment ajusté.

Article 11

Respect des dispositions

1. Chaque Haute Partie contractante requiert de ses forces armées ainsi que des autorités et services compétents qu'ils établissent les instructions et modes opératoires voulus et veillent à ce que leurs membres et leur personnel reçoivent une formation conforme aux dispositions pertinentes du présent Protocole.

2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles à l'échelon bilatéral, par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou suivant d'autres procédures internationales appropriées, en vue de régler tous problèmes qui se poseraient concernant l'interprétation et l'application des dispositions du présent Protocole.

*

ANNEXE TECHNIQUE

Des pratiques optimales sont suggérées dans la présente Annexe technique pour atteindre les objectifs énoncés aux articles 4, 5 et 9 du Protocole. Les Hautes Parties contractantes appliqueront cette annexe à leur gré.

**1. Enregistrement, archivage et communication
des renseignements sur les munitions non explosées et les munitions
explosives abandonnées**

a) Enregistrement des renseignements: En ce qui concerne les munitions explosives dont il est possible qu'elles soient devenues des restes explosifs de guerre, l'Etat devrait s'efforcer d'enregistrer aussi précisément que possible les données suivantes:

- i) Emplacement des zones prises pour cible de munitions explosives;
- ii) nombre approximatif de munitions explosives employées dans les zones visées sous i);
- iii) type et nature des munitions explosives employées dans les zones visées sous i);
- iv) emplacement général des munitions non explosées dont la présence est connue ou probable.

Lorsqu'un Etat est obligé d'abandonner des munitions explosives au cours d'opérations, il devrait s'efforcer de les laisser dans des conditions de sécurité et d'enregistrer comme suit des renseignements les concernant:

- v) emplacement des munitions explosives abandonnées;
- vi) nombre approximatif de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique; .
- vii) types de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique.

b) Archivage des renseignements: Lorsque l'Etat a enregistré des renseignements conformément au paragraphe a), il devrait les archiver de manière à pouvoir les rechercher et les communiquer ultérieurement conformément au paragraphe c).

c) Communication des renseignements: Les renseignements enregistrés et archivés par un Etat conformément aux paragraphes a) et b) devraient, compte étant tenu des intérêts en matière de sécurité et autres obligations de cet Etat, être communiqués conformément aux dispositions ci-après:

i) Contenu:

Les renseignements communiqués sur les munitions non explosées devraient porter sur les points ci-après:

- 1) Emplacement général des munitions non explosées dont la présence est connue ou probable;
- 2) types et nombre approximatif de munitions explosives employées dans les zones prises pour cible;
- 3) méthode d'identification des munitions explosives, y compris par la couleur, les dimensions et la forme et d'autres marques pertinentes;
- 4) méthode d'enlèvement sans danger des munitions explosives.

Les renseignements communiqués sur les munitions explosives abandonnées devraient porter sur les points ci-après:

- 5) Emplacement des munitions explosives abandonnées;
- 6) nombre approximatif de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique;
- 7) types de munitions explosives abandonnées sur chaque site spécifique;
- 8) méthode d'identification des munitions explosives abandonnées, y compris par la couleur, les dimensions et la forme;
- 9) informations sur le type et les méthodes d'emballage des munitions explosives abandonnées;
- 10) état de préparation;
- 11) emplacement et nature de tous pièges dont la présence est connue dans la zone où se trouvent des munitions explosives abandonnées.

- ii) Destinataire: Les renseignements devraient être communiqués à la partie ou aux parties qui contrôlent le territoire touché et aux personnes ou institutions dont l'Etat qui fournit les renseignements a acquis la certitude qu'elles participent ou participeront à l'enlèvement des munitions non explosées ou des munitions explosives abandonnées dans la zone touchée et à la sensibilisation de la population civile aux risques inhérents à ces munitions.
- iii) Mécanisme: L'Etat devrait, lorsque cela est possible, tirer parti des mécanismes établis à l'échelle internationale ou locale pour la communication des renseignements, en particulier le Service de l'action antimines de l'ONU, le Système de gestion de l'information pour l'action antimines et d'autres organismes spécialisés, selon qu'il le jugera bon.
- iv) Délais: Il faudrait communiquer les renseignements dès que possible en tenant compte d'éléments tels que les opérations militaires ou humanitaires qui se dérouleraient dans les zones touchées, la disponibilité et la fiabilité des renseignements et les questions pertinentes en matière de sécurité.

2. Avertissements, sensibilisation aux risques, marquage, installation de clôtures et surveillance

Mots ou expressions clefs

- a) Par „avertissements“, on entend les informations fournies ponctuellement à la population civile sur les précautions à prendre, afin de réduire autant que faire se peut les risques inhérents aux restes explosifs de guerre.
- b) La sensibilisation de la population civile aux risques inhérents aux restes explosifs de guerre devrait se faire au moyen de programmes de sensibilisation destinés à faciliter l'échange d'informations entre les collectivités touchées, les pouvoirs publics et les organisations humanitaires de manière à ce que ces collectivités soient informées des dangers présentés par les restes explosifs de guerre. Les programmes de sensibilisation aux risques relèvent généralement d'activités à long terme.

Pratiques optimales en ce qui concerne les avertissements et la sensibilisation aux risques

- c) Dans tous les programmes concernant les avertissements et la sensibilisation aux risques, il faudrait, lorsque cela est possible, tenir compte des normes nationales et internationales existantes, notamment les normes internationales de l'action antimines (*International Mine Action Standards*).
- d) Les avertissements et les activités de sensibilisation aux risques devraient viser la population civile touchée, dont les civils vivant à l'intérieur ou à proximité des zones où se trouvent des restes explosifs de guerre et ceux qui traversent de telles zones.
- e) Les avertissements devraient être donnés dès que possible, en fonction du contexte et des informations disponibles. Un programme de sensibilisation aux risques devrait remplacer aussitôt que possible le programme relatif aux avertissements. Il faudrait toujours avertir les collectivités touchées et les sensibiliser aux risques dans les meilleurs délais.
- f) Les parties à un conflit devraient recourir à des tiers, tels que des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, lorsqu'elles n'ont pas les ressources et les compétences requises pour assurer une sensibilisation efficace aux risques.
- g) Les parties à un conflit devraient, si cela est possible, fournir des ressources supplémentaires pour les avertissements et la sensibilisation aux risques. Elles pourraient par exemple fournir un appui logistique, produire des matériels pour la sensibilisation aux risques, apporter un appui financier et donner des informations cartographiques générales.

Marquage et surveillance des zones où se trouvent des restes explosifs de guerre et installation de clôtures autour de ces zones

- h) A tout moment pendant et après un conflit, lorsqu'il existe des restes explosifs de guerre, les parties à ce conflit devraient, dans les meilleurs délais et dans la mesure du possible, veiller à ce que les zones où se trouvent de tels restes soient marquées, clôturées et surveillées afin d'en empêcher efficacement l'accès par les civils, conformément aux dispositions ci-après.
- i) Des signaux d'avertissement faisant appel aux méthodes de marquage reconnues par la collectivité touchée devraient être utilisés pour marquer les zones dont on soupçonne qu'elles sont dangereuses.

Les signaux et autres dispositifs de marquage des limites d'une zone dangereuse devraient être visibles, lisibles, durables et résistants aux effets de l'environnement, autant que faire se peut, et devraient clairement indiquer de quel côté des limites se trouve la zone où existent des risques dus à des restes explosifs de guerre et de quel côté on considère qu'il n'y a pas de danger.

- j) Il faudrait mettre en place une structure appropriée qui assumerait la responsabilité de la surveillance et du maintien en état des systèmes de marquage permanents et temporaires, intégrés dans les programmes nationaux et locaux de sensibilisation aux risques.

3. Mesures préventives générales

Les Etats qui produisent ou acquièrent des munitions explosives devraient, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, veiller à ce que les mesures ci-après soient appliquées et respectées durant le cycle de vie de ces munitions.

a) *Gestion de la fabrication des munitions*

- i) Les processus de production devraient être conçus pour atteindre le plus haut degré de fiabilité des munitions.
- ii) Les processus de production devraient faire l'objet de mesures agréées de contrôle de la qualité.
- iii) Lors de la production de munitions explosives, il faudrait appliquer des normes agréées d'assurance qualité internationalement reconnues.
- iv) Les essais de réception devraient être réalisés en conditions réelles de tir dans toute une gamme de situations ou au moyen d'autres procédures validées.
- v) Des normes élevées de fiabilité devraient être spécifiées dans les contrats entre l'acheteur et le vendeur de munitions explosives.

b) *Gestion des munitions*

Afin d'assurer la meilleure fiabilité possible à long terme des munitions explosives, les Etats sont encouragés à appliquer les normes et modes opératoires correspondant aux pratiques optimales en ce qui concerne l'entreposage, le transport, le stockage sur le terrain et la manipulation conformément aux dispositions ci-après.

- i) Les munitions explosives devraient être entreposées dans des installations sûres ou stockées dans des conteneurs appropriés permettant de protéger les munitions explosives et leurs éléments en atmosphère contrôlée si nécessaire.
- ii) Tout Etat devrait transporter des munitions en provenance et à destination d'installations de production, d'installations de stockage et du terrain dans des conditions réduisant autant que possible l'endommagement de ces munitions.
- iii) Lorsque cela est nécessaire, l'Etat devrait stocker et transporter des munitions explosives dans des conteneurs appropriés et en atmosphère contrôlée.
- iv) Il faudrait réduire autant que faire se peut les risques d'explosion des stocks en prenant des dispositions appropriées en matière de stockage.
- v) Les Etats devraient appliquer des procédures d'enregistrement, de suivi et d'essai des munitions explosives, qui devraient donner des informations sur la date de fabrication de chaque munition ou lot de munitions explosives et des informations sur les endroits où la munition explosive a été placée, dans quelles conditions elle a été entreposée et à quels facteurs environnementaux elle a été exposée.
- vi) Il faudrait, le cas échéant, périodiquement soumettre les munitions explosives stockées à des essais en conditions réelles pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
- vii) Il faudrait, le cas échéant, périodiquement soumettre les sous-ensembles de munitions explosives stockées à des essais en laboratoire pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
- viii) Lorsque cela est nécessaire compte tenu des renseignements obtenus grâce aux procédures d'enregistrement, de suivi et d'essai, il faudrait prendre des mesures appropriées consistant par exemple à ajuster la durée de vie escomptée d'une munition, afin de maintenir la fiabilité des munitions explosives stockées.

c) *Formation*

Il est important de former correctement l'ensemble du personnel participant à la manipulation, au transport et à l'emploi de munitions explosives, afin qu'elles fonctionnent avec la fiabilité voulue. Les États devraient donc adopter et maintenir des programmes de formation adéquats pour veiller à ce que le personnel reçoive une formation appropriée concernant les munitions qu'il sera appelé à gérer.

d) *Transfert*

L'Etat qui envisage de transférer un type de munitions explosives à un autre Etat qui n'en possède pas encore devrait veiller à ce que l'Etat qui les reçoit soit en mesure de stocker, de maintenir en état et d'employer correctement ces munitions.

e) *Production future*

L'Etat devrait examiner les moyens d'améliorer la fiabilité des munitions explosives qu'il entend produire ou dont il entend se doter, afin d'atteindre la plus haute fiabilité possible.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5397/01

N° 5397¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(4.1.2005)

Par dépêche du 26 octobre 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat un projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et portant approbation d'un amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques. Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs ainsi que le texte des Actes à approuver.

Lors de l'examen du premier projet de loi (*No 4083*) portant approbation de cette convention, le Conseil d'Etat avait écrit le 5 décembre 1995: „cette Convention tendant à atténuer tant soit peu les souffrances des populations civiles vivant dans des zones de guerre, le Conseil d'Etat ne peut qu'approuver le projet de loi sous rubrique dont le texte n'appelle par ailleurs aucune observation“.

Cette convention a été approuvée par la loi du 3 avril 1996.

En date du 28 octobre 1998, le Conseil d'Etat a été à nouveau saisi d'un projet de loi (*No 4492*) tendant à modifier la Convention sous deux aspects:

- a) le Protocole No II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs a été révisé;
- b) il a été ajouté un Protocole additionnel relatif aux armes à laser aveuglantes.

Dans son avis du 2 mars 1999 et son avis complémentaire du 23 mars 1999, le Conseil d'Etat avait marqué son approbation au projet de loi qui est devenu la loi du 29 avril 1999.

Finalement, le projet de loi sous rubrique prévoit

1. un amendement à la Convention qui a pour effet d'élargir le champ d'application de la Convention et de ses protocoles aux conflits armés non internationaux;
2. il ajoute un nouveau protocole (Protocole V) relatif aux restes explosifs de guerre, par lesquels on comprend les munitions explosives non explosées et les munitions explosives abandonnées.

En ce qui concerne l'extension du champ d'application aux conflits armés non internationaux, l'exposé des motifs souligne que cette extension était devenue une nécessité absolue, notamment du point

de vue humanitaire, du fait que la majorité des conflits armés revêt aujourd'hui un caractère non international.

La deuxième modification, à savoir le Protocole V, est motivée par les graves problèmes humanitaires que posent ces restes explosifs de guerre dans des situations postérieures aux conflits. Le Protocole a pour objectif de protéger la population civile contre les risques que représentent ces restes explosifs de guerre en obligeant les parties à un conflit à prendre des mesures pour réduire ces dangers.

Comme le Luxembourg a adhéré à presque toutes les conventions internationales en matière de désarmement et comme il participa aussi activement à un certain nombre de projets dans le cadre de ces conventions, le Conseil d'Etat ne peut qu'approuver le projet de loi sous rubrique dont le texte n'appelle par ailleurs aucune observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 janvier 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5397/02

N° 5397²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant approbation**

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES
ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA DEFENSE,
DE LA COOPERATION ET DE L'IMMIGRATION**

(14.2.2005)

La Commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président; M. Marc ANGEL, Rapporteur; Mme Nancy ARENDT, M. François BAUSCH, M. Xavier BETTEL, Mme Lydie ERR, M. Marcel GLESENER, M. Charles GOERENS, M. Norbert HAUPERT, M. Jean-Pierre KOEPP et M. Laurent MOSAR, Membres.

*

I. LA PROCEDURE LEGISLATIVE

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 15 novembre 2004.

L'avis du Conseil d'Etat est intervenu le 4 janvier 2005.

Le 10 janvier 2005, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a désigné Monsieur Marc Angel comme rapporteur du projet de loi sous rubrique. Le présent rapport a été adopté lors de la réunion du 14 février 2005.

*

II. L'OBJET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi entend approuver un amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui a pour effet d'élargir le champ d'application de la convention et de ses protocoles aux conflits armés non internationaux. Par ailleurs, le projet de loi a pour objet d'ajouter un nouveau protocole (Protocole V) relatif aux restes explosifs de guerre, par

lesquels on comprend les munitions explosives et non explosées et les munitions explosives abandonnées.

*

III. INTRODUCTION

Face à la dynamique des conflits internationaux, l'amendement de la présente Convention incarne une étape importante en matière de législation internationale contre les armes inhumaines. En effet, depuis la fin de la guerre froide, les conflits interétatiques se font de plus en plus rares. En revanche, les conflits internes ainsi que les attaques terroristes menacent plus fréquemment la sécurité internationale. Aujourd'hui, l'ordre du jour international est dominé par les confrontations militaires régionales et locales et les conflits opposant des groupes minoritaires et des gouvernements dans le cadre de sociétés divisées. Notons que la majorité des conflits contemporains s'éternisent ou réapparaissent de façon récurrente. En 2002-2003, des trente-huit conflits violents enregistrés dans le monde, deux seulement étaient des guerres interétatiques. Au même moment, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que d'autres formes d'interventions armées connaissent une intensification jamais observée auparavant. A cet égard, la Commission estime que l'amendement de l'article premier de la Convention, adopté par les Etats Parties le 21 décembre 2001, y compris le Luxembourg, et le protocole V, relatif aux restes explosifs de guerre, signé à Genève le 28 novembre 2003, représente une nécessité dont la Chambre des Députés ne peut pas se dessaisir.

Considérant que la procuracy d'Armes de Destruction Massives (ADM) par des organisations terroristes représente une crainte perpétuelle de la communauté internationale, ce qui se manifeste pareillement dans une pléthore de conventions internationales traitant de cette catégorie d'armes. Néanmoins, cela ne dissimule nullement le fait que ce sont les armes conventionnelles qui ont l'impact le plus cruel sur les populations civiles.

*

IV. L'EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE DU PROJET DE LOI

Etant donné que ce projet de loi, ressorti d'une convention internationale, signée le 21 décembre 2001 et d'un protocole, adopté le 28 novembre 2003, nécessite la ratification par la Chambre des Députés, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration retient dans son rapport quelques observations.

Premièrement, l'amendement de la convention sous-mentionnée ne change nullement les objectifs et les bonnes intentions de la présente convention, mais élargit uniquement le champ d'application de la convention et de ses protocoles aux conflits armés non internationaux pour les raisons qui viennent d'être développées.

Deuxièmement, l'ajout d'un nouveau protocole relatif aux restes explosifs de guerre n'a pas pour objet d'éjecter la présence de restes explosifs de guerre dans une zone de guerre. Le protocole en question se limite exclusivement à la protection de la population civile contre les risques et effets inhérents aux restes explosifs de guerre.

Finalement, la Commission souligne le fait que le Luxembourg a adhéré à presque toutes les conventions internationales en matière de désarmement et de non-prolifération. D'ailleurs, ce point a été aussi relevé par l'exposé des motifs du projet de loi et émane aussi du texte de l'avis du Conseil d'Etat. En effet, le projet de loi n'a donné lieu à aucune observation de la part du Conseil d'Etat. Au regard de ce qui a été mentionné dans l'introduction et considérant l'avis de la Haute Corporation, la Commission n'a aucune observation supplémentaire à formuler.

*

V. CONCLUSION

La Commission ne peut que souligner sa détermination de contribuer à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel qui tuent ou mutilent des centaines de personnes chaque semaine et de promouvoir toutes les intentions de conclure des conventions inter-

nationales en matière de désarmement et de non-prolifération ayant comme objectif un monde plus sûr avec moins d'armes. Par conséquent, la Commission s'exprime ainsi en faveur de toute mesure, nationale ou internationale visant une interdiction stricte de toute fabrication, utilisation ou exportation de mines antipersonnel et de toutes les autres armes pouvant être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs; elle espère par ailleurs qu'à l'avenir le Luxembourg contribuera aux solutions pouvant endiguer ce véritable fléau des temps modernes.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande instamment la ratification rapide de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques ainsi que l'introduction d'un nouveau protocole (Protocole V) relatif aux restes explosifs de guerre.

Partant, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

Article unique.— Sont approuvés

- l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001.
- le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003.

Luxembourg, le 14 février 2005

Le Rapporteur,
Marc ANGEL

Le Président,
Ben FAYOT

Service Central des Imprimés de l'Etat

5397/03

N° 5397³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(22.3.2005)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 4 mars 2005 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 2 mars 2005 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 4 janvier 2005;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 22 mars 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5166,5298,5306,5397

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 57

29 avril 2005

Sommaire

| | |
|--|------------|
| Loi du 8 avril 2005 portant approbation | |
| – de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001; | |
| – du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003 | page 890 |
| Règlement ministériel du 15 avril 2005 concernant la réglementation et la signalisation routières sur le CR 105 entre Roodt/Septfontaines et Bour | 897 |
| Règlement ministériel du 22 avril 2005 concernant la réglementation et la signalisation routières sur le CR 372 entre Dickweiler et Rosport | 897 |
| Loi du 25 avril 2005 concernant l'assistance administrative entre les Etats membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance | 898 |
| Loi du 25 avril 2005 modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales | 898 |
| Loi du 25 avril 2005 portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999 | 899 |